

Google News、スペインでのサービスを12月16日に停止へ

米検索エンジンのグーグルは12月10日、スペインでのGoogle Newsのサービスを16日にも停止すると発表した。停止の理由は、Google Newsによるスペイン新聞・雑誌記事の全面あるいは部分掲載に対して使用料の支払いを義務付けた法が制定されたこと。グーグルでは、Google Newsが広告を掲載せず、従って収入がないことから、新たな法の制定によりサービスの継続は困難となったと説明している。グーグルは、新法の審議の際に、スペインでのGoogle News閉鎖を示唆していた。グーグルに対しては、他の欧州諸国でも、新聞・雑誌の記事の使用料支払いを求める動きが強まっている。

AFP 2014-12-11

【原文】

Google News fermera le 16 décembre en Espagne
Espagne | USA | internet | médias | technologies

New York, Etats-Unis | AFP | jeudi 11/12/2014 - 03:41 GMT | 251 mots

Le géant internet américain Google a annoncé mercredi qu'il fermerait le 16 décembre son service d'actualités Google News en Espagne, invoquant une nouvelle législation dans ce pays qui va l'obliger à rémunérer les entreprises de presse dont il reproduit tout ou partie des contenus.

"Tristement, en conséquence d'une nouvelle loi espagnole, nous devons bientôt fermer Google News en Espagne", écrit Richard Gingras, le responsable de Google News, dans un message publié sur l'un des blogs officiels du groupe internet.

"Cette nouvelle législation oblige chaque publication espagnole à faire payer des services comme Google News quand ils montrent ne serait-ce qu'un très petit extrait", rappelle-t-il. "Comme Google News lui-même ne gagne pas d'argent (nous ne montrons pas de publicité sur le site), cette nouvelle approche n'est simplement pas soutenable", fait-il valoir.

Le groupe a donc décidé de fermer son service avant l'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions en janvier, ajoute-t-il.

La mesure entre dans le cadre d'une nouvelle loi sur la propriété intellectuelle adoptée fin octobre par le Parlement espagnol.

La fermeture de Google News en Espagne n'est pas vraiment une surprise, dans la mesure

où Google en avait déjà brandi la menace durant la procédure législative.

Le groupe avait à l'époque fait valoir que ses sites aidaient les éditeurs de presse à augmenter leur audience, un argument qu'il a réaffirmé mercredi.

Google affronte les éditeurs de presse dans plusieurs pays européens où ils l'accusent d'abuser de sa position dominante et lui demandent de payer pour l'utilisation de leurs contenus.